

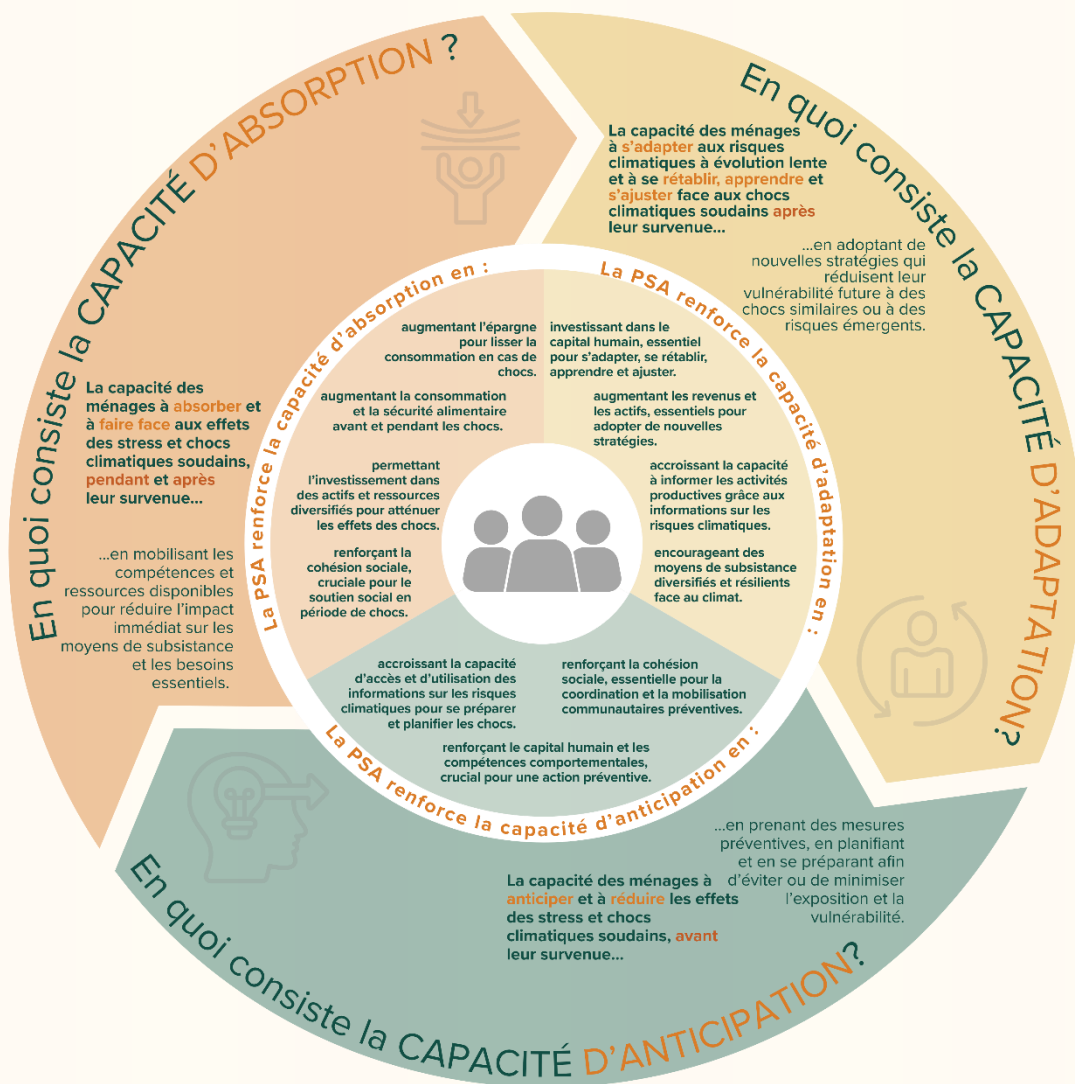
CARTOGRAPHIE DES IMPACTS AU SAHEL :

Impacts régionaux des programmes de protection sociale adaptative sur les capacités de résilience au changement climatique

UNE APPROCHE CENTREE SUR LES CAPACITES DE RESILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Renforcer la résilience au changement climatique est une priorité urgente au Sahel. Les températures dans cette région augmentent 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale, entraînant des chaleurs extrêmes ainsi que des précipitations plus erratiques et intenses. Les chocs liés au climat deviennent plus fréquents et plus sévères, notamment les sécheresses et les inondations. Ces crises pourraient plonger 13,5 millions de Sahéliens supplémentaires dans la pauvreté d'ici 2050 et aggraver les cycles de fragilité et de vulnérabilité, si des mesures d'adaptation urgentes ne sont pas mises en œuvre.

Au Sahel, la protection sociale adaptative (PSA) constitue un instrument éprouvé pour renforcer la résilience des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, et pour faire face aux impacts inévitables du changement climatique dans la région. À travers la mise en œuvre de trois types de programmes complémentaires — **les filets sociaux réguliers, les interventions d'inclusion économique qui soutiennent l'emploi des pauvres, et les programmes réactifs aux chocs** — la PSA renforce les capacités de résilience des ménages en leur permettant de développer **leur capacité d'anticipation, leur capacité d'absorption, et leur capacité d'adaptation** face aux impacts progressifs et soudains du changement climatique (selon Bahadur et al. 2015). Cette note cartographie les principaux mécanismes par lesquels la PSA renforce les capacités de résilience climatique des ménages, comme illustré ci-dessous :



IMPACT DES PROGRAMMES DE PSA SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE :

Au Sahel, les programmes de protection sociale adaptative mis en œuvre par les gouvernements ont démontré des impacts significatifs sur le renforcement des capacités de résilience climatique des ménages, notamment comme suit :

#1 | Les programmes de PSA renforcent la base économique des ménages pauvres et vulnérables, comme en témoignent les augmentations de la consommation et de la sécurité alimentaire — renforçant ainsi leur capacité d'absorption.



Les programmes de PSA ont augmenté la consommation et la sécurité alimentaire des ménages, renforçant ainsi leur capacité d'absorption ex-ante – avant la survenue des chocs – garantissant un accès plus stable à la nourriture lors des chocs climatiques. Au Sénégal, le programme national de filets sociaux (PNBSF) a augmenté la consommation par habitant de 8 % (et réduit la pauvreté extrême de 5 points de pourcentage en zones rurales) sur une période de trois ans, et a réduit de 7 % la part des ménages affectés négativement par des chocs tels que les sécheresses. De même, au Niger, les bénéficiaires des filets sociaux ont augmenté leur consommation de 10,4 % en période normale, et ont pu maintenir leur consommation pendant les sécheresses, tandis que les non-bénéficiaires ont dû la diminuer de 24 %. Au Tchad, les programmes réguliers de filets sociaux ont eu un impact significatif sur la sécurité alimentaire, réduisant de 38 % la part des ménages déclarant souvent renoncer à se nourrir pendant une journée faute de ressources.

#2 | Les programmes de PSA augmentent de manière significative l'épargne des ménages pauvres et vulnérables, essentielle pour faire face aux chocs et investir dans des activités génératrices de revenus — renforçant ainsi leurs capacités d'absorption et d'adaptation.



L'épargne est une ressource cruciale pour réduire l'impact négatif immédiat des chocs climatiques sur les moyens de subsistance et les besoins fondamentaux, car elle peut être utilisée pour maintenir le niveau de bien-être et protéger les investissements. L'épargne permet également d'investir dans des actifs productifs afin d'augmenter les revenus et de faire face aux conséquences financières des chocs. Les programmes de PSA ont permis aux ménages d'augmenter leur épargne, renforçant ainsi leurs capacités d'absorption et d'adaptation. Au Sénégal, un programme d'inclusion économique a montré des impacts significatifs, avec une augmentation de 92 % de l'épargne des ménages, un effet qui s'est maintenu même trois ans après la fin du programme. Les montants empruntés et prêtés par les groupes d'épargne ont également augmenté, reflétant une participation plus dynamique et une utilisation concrète des fonds par les membres des groupes. Au Tchad, 53 % des femmes ayant bénéficié de transferts réguliers et d'activités d'inclusion économique sont restées membres actives des groupes d'épargne, même 18 mois après la fin de l'intervention (soit une augmentation de 44 % par rapport aux non-bénéficiaires), épargnant 64 % de plus que ces dernières. Au Burkina Faso, même après la fin du programme de filets sociaux, la participation des bénéficiaires aux groupes d'épargne était 134 % plus élevée que celle des non-bénéficiaires, et la valeur de leur épargne était 65 % plus importante. De même, au Mali, les bénéficiaires des filets sociaux avaient 57 % plus de chances d'épargner que les ménages ne bénéficiant pas du programme.

#3 | Les programmes de PSA soutiennent les ménages pauvres et vulnérables dans l'adoption d'activités économiques plus diversifiées et moins vulnérables au climat — renforçant ainsi leurs capacités d'adaptation, d'absorption et d'anticipation.



Les programmes de PSA ont amélioré l'adoption, par les ménages, de méthodes agricoles et d'activités économiques plus diversifiées et moins vulnérables au climat, y compris des activités génératrices de revenus hors exploitation agricole. Celles-ci sont essentielles pour protéger les revenus et les actifs face aux stress et chocs climatiques, renforçant ainsi les capacités d'absorption et d'adaptation des ménages. Le recours accru à l'information sur les risques climatiques permet aux ménages de se préparer et de planifier face aux chocs, et oriente l'adaptation de leurs activités économiques — ce qui renforce leurs capacités d'anticipation et d'adaptation. Au Sénégal, les filets sociaux ont entraîné une augmentation de 44 % de la possession d'unités de bétail tropical, mieux adapté au changement climatique, contribuant à la résilience face à la sécheresse grâce à une diversification des moyens de subsistance. Au Niger, les ménages bénéficiaires des filets sociaux ont mieux su s'adapter aux sécheresses en augmentant leur utilisation d'engrais, ce qui a permis une hausse de 57 % de leurs ventes agricoles par rapport aux autres ménages. Ces ménages ont également diversifié leurs activités, avec 27 % de ménages supplémentaires se lançant dans des activités non agricoles. Parmi les femmes ayant bénéficié d'un appui à l'inclusion économique, les revenus issus des activités non agricoles ont durablement augmenté de 62 % à 107 %, même après la fin du programme. En Mauritanie, les bénéficiaires des filets sociaux et des mesures d'inclusion économique ont vu leurs revenus augmenter de 29 %, en partie grâce à une hausse de 35 % des revenus issus d'activités commerciales non agricoles (pour lesquelles ils ont également augmenté le nombre de jours travaillés de 32 %). Au Mali, les bénéficiaires des filets sociaux avaient 46 % plus de chances d'investir dans les petits animaux et les actifs non agricoles.

#4 | Les programmes ASP renforcent et protègent considérablement le capital humain des ménages pauvres et vulnérables — en améliorant leurs capacités d'adaptation et d'anticipation.



Le capital humain — une bonne santé, une nutrition adéquate, une éducation et des compétences — est essentiel pour renforcer la capacité des individus à s'adapter, à apprendre et à s'ajuster face aux risques climatiques à long terme, ainsi qu'à mieux anticiper et se préparer. Les programmes de PSA ont permis d'augmenter la scolarisation, l'assiduité et la nutrition au Sahel. Au Burkina Faso, le programme de filets sociaux a permis d'améliorer la nutrition des enfants de moins de 5 ans, en particulier durant les années de mauvaises récoltes, comme en témoignent les indicateurs anthropométriques à moyen terme. Il a également entraîné une augmentation de 14 points de pourcentage du taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 15 ans, ainsi qu'une réduction de 42 % de l'absentéisme scolaire. Au Sénégal, le programme national de filets sociaux, qui inclut des sessions de sensibilisation sur la scolarisation, a augmenté la scolarisation des filles âgées de 6 à 12 ans et réduit l'absentéisme chez les garçons de 13 à 16 ans, lorsque les bénéficiaires étaient des femmes. De même, au Mali, le programme de filets sociaux a eu des effets très positifs sur l'éducation des filles, avec des augmentations significatives de la fréquentation scolaire, en particulier chez les plus jeunes (6 à 9 ans) et les plus âgées (15 à 18 ans), ainsi qu'une hausse de 56 % de la probabilité que les adolescentes passent à la classe supérieure.

#5 | Les programmes ASP favorisent la cohésion sociale — en renforçant les capacités d’anticipation et d’absorption des communautés.



La cohésion sociale — les mécanismes qui lient les ménages entre eux au sein des communautés, entre communautés, et avec l’État — est essentielle pour renforcer la capacité des ménages à anticiper et absorber les effets négatifs des stress et chocs climatiques soudains. Les programmes de PSA favorisent la cohésion sociale, ce qui peut renforcer l’action collective et préventive pour éviter ou réduire l’exposition et la vulnérabilité en amont, ainsi qu’améliorer le soutien social pendant et après les crises. Au Tchad, les filets sociaux et les mesures d’inclusion économique ont renforcé les mécanismes de solidarité communautaire, essentiels pour la coordination et la mobilisation au sein des communautés. Les bénéficiaires ont montré un engagement communautaire accru, notamment par leur participation à des associations. En Mauritanie, les filets sociaux ont renforcé la confiance des bénéficiaires envers les autres membres de leur communauté ainsi que leur coopération pour le bien commun, à travers leur engagement dans des groupes ou associations locaux, des dons ou des activités de bénévolat. Au Niger, les interventions d’inclusion économique ont renforcé la confiance des participants, leur inclusion sociale et leur coopération pour le bien commun. Au Mali, les bénéficiaires des filets sociaux étaient plus enclins que les non-bénéficiaires à transférer de la nourriture (14 % contre 9 %) et de l’argent (11 % contre 5 %) à d’autres ménages.

Références :

- Akresh, Richard, Damien de Walque, and Harounan Kazianga. 2016. "Evidence from a Randomized Evaluation of the Household Welfare Impacts of Conditional and Unconditional Cash Transfers given to Mothers or Fathers." World Bank Policy Research Working Paper #7730. Washington DC: World Bank Group.
- Akresh, Richard, Damien de Walque, and Harounan Kazianga. 2023. À paraître. "Burkina Faso Safety Net and Early Childhood Development Impact Evaluation: Preliminary Results."
- Ambler, Kate, Alan de Brauw, and Susan Godlonton. 2020. "Cash Transfers and Management Advice for Agriculture: Evidence from Senegal." *The World Bank Economic Review* 34 (3): 597–617.
- Bahadur, Aditya, Katie Peters, Emily Wilkinson, Florence Pichon, Kristy Gray, and Thomas Tanner. 2025. "The 3 As: Tracking Resilience Across BRACED." London: ODI Global.
- Bernhard, Bieri and Vincent Mermet Bijou. 2023. À paraître. "Mauritania Results: Cash Regression ITT Tables."
- Bossuroy, Thomas, Markus Goldstein, Bassirou Karimou, Dean Karlan, Harounan Kazianga, William Parienté, Patrick Premand, et al. 2022. "Tackling Psychosocial and Capital Constraints to Alleviate Poverty." *Nature* 605: 291–97.
- N.d.: Forthcoming. "Cash Transfers in Mauritania: Evidence from the Tekavoul Program in Selibaby and Barkewol" 2023. Washington DC: World Bank Group.
- Hidrobo, Melissa, Naureen Karachiwalla, and Shalini Roy. 2020. "The Impacts of Cash Transfers on Mental Health and Investments: Experimental Evidence from Mali." IFPRI Discussion Paper #01989. Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Hidrobo, Melissa, Shalini Roy, Lieven Huybregts, Leila Njee-Bugha, and Eric Sessou. 2018. "Filets Sociaux Jigisémèjiri Program Midline Report."
- Kandpal, Eeshani, Pascale Schnitzer, and Modeste Dayé. 2020. À paraître. "Disaggregating the Effects of Cash Transfers on the Men and Women in Poor Households: Evidence from Chad" Washington DC: World Bank.
- Menke, Jan, and Ambika Sharma. 2024. "How does social protection impact social cohesion in the Sahel? A review of existing evidence and gaps", (SASPP Technical Paper Special Series, First Working Paper). Joint UNICEF, World Bank and World Food Programme Research Project.
- Premand, Patrick, and Pascale Schnitzer. 2024. "Impact des mesures d'inclusion productive des filets sociaux au Tchad (2019)." Documents techniques du PPSAS. Washington DC: World Bank Group.
- Premand, Patrick, and Pascale Schnitzer. 2025. "Impacts and Spillovers of a Low-Cost Multifaceted Economic Inclusion Program in Chad." World Bank Group Policy Research Working Paper # 11084. Washington DC: World Bank Group.
- Premand, Patrick, and Quentin Stoeffler. 2022. "Cash Transfers, Climatic Shocks and Resilience in the Sahel." *Journal of Environmental Economics and Management* 116 (October) : 102744.
- "Rapport d'évaluation d'impact du Programme national de bourses de sécurité familiale (French)." 2023. Washington DC: World Bank Group.
- Sessou, Eric, Melissa Hidrobo, Shalini Roy, and Lieven Huybregts. 2022. "Schooling Impacts of an Unconditional Cash Transfer Program in Mali." IFPRI Discussion Paper #02139. Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou incohérences qui pourraient apparaître dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation ou du défaut d'utilisation des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Remerciements

Le Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel, [PPSAS](#), est un fonds fiduciaire multi-bailleurs géré par la Banque mondiale. Il vise à renforcer les systèmes de protection sociale adaptative dans le Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) afin d'améliorer la résilience des ménages et des communautés pauvres et vulnérables face aux impacts du changement climatique.

Le programme est appuyé par l'Allemagne, le Danemark, la France et le Royaume-Uni.



MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK
Danida



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

